



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT NARRATIF SEMESTRIEL

PERIODE DU RAPPORT : 01/JANVIER/2020 - 30/JUIN/2020

<p>Titre du Projet : Consortium pour l'Intégration, la Stabilisation et la Paix dans l'Est de la RDC – Beni - « Ensemble pour Beni »</p> <p>Numéro de référence du projet au MPTF : N/A</p>	<p>Province : NORD KIVU</p> <p>Zone prioritaire ISSSS : Territoire de BENI (La chefferie de watalinga et les Secteurs de Beni-Mbau et Ruwenzori)</p> <p>Pilier(s) ISSSS : (Dialogue Démocratique/ RRR/Restauration de l'Autorité de l'Etat)</p>
<p>Entités participantes de l'ONU</p> <p>Liste des entités ayant perçu des fonds directement du Bureau MPTF dans le cadre du Projet : N/A</p>	<p>Partenaires d'exécution</p> <ol style="list-style-type: none">1. International Organisation for Migration (Lead)2. Interpeace3. World Vision4. Search for Common Ground5. Université Chrétienne Bilingue du Congo
<p>Budget total du Programme (en US\$)</p> <p>Budget pour le partenaire d'exécution : USD 7.000.000 (Fonds de Cohérence pour la Stabilisation)</p> <p>Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNOs) :</p>	<p>Durée du Programme</p> <p>Durée totale : (24 mois + 6 mois d'extension sans coûts)</p> <p>Date de démarrage : 01 Juillet 2018</p> <p>Date de fin : 31 Décembre 2020</p>
<p>Contact project:</p> <p>Lead Manager: Picha BUSANGU/ pbusangu@iom.int</p> <p>Lead M&E Officer: Caroline BORA/ cbora@iom.int</p>	<p>Rapport soumis par</p> <p>Nom : Fabien SAMBUSSY</p> <p>Titre : Chef de Mission</p> <p>Organisation participante (« lead ») : IOM</p> <p>Adresse e-mail : fsambussy@iom.int</p>

Abréviations

ADF	: Allied Democratic Forces
AF	: Administration Foncière
AGR	: Activités Génératrices des revenus
ANR	: Agence Nationale de Renseignement
APA	: Association Professionnelle d'Agriculteurs
ASADHO	: Association Africaine des Droits de l'Homme
AT	: Administrateur du Territoire
AVEC	: Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
CDB	: Comité de base pour la sensibilisation de la Police
CDJP	: Commission Diocésaine de la Justice et Paix
CEP	: Champs écoles paysans
CPAP	: Cellule Provinciale d'Appui à la Pacification
CIAF	: Comité Inclusif d'Appui à l'Administration Foncière
CLPD	: Comités Locaux de Paix et Développement
CLS	: Comité de suivi des activités minières
CLSP	: Conseils Locaux pour la Sécurité de Proximité
COVID 19	: Corona Virus Disease 2019
CTI	: Conservateur des Titres Immobiliers
DDR	: Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
DGM	: Direction Générale des Migrations
EPB	: Ensemble pour Beni
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FC	: Franc Congolais
FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FFS	: Field Farmer School
FIB	: Brigade de force d'intervention
GAP	: Groupe d'Appui au Programme
GDP	: Groupe de Dialogue Permanent
GPS	: Système Global de positionnement
Ha	: Hectare
ISSSS	: Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'Est de la RDC
IPIS	: International Peace Information Services
Kg	: Kilogramme
MONUSCO	: Mission des Nations Unies pour la Stabilisation au Congo
OCHA	: Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ONG	: Organisation Non Gouvernemental
PLPD	: Plan local de Paix et de Développement
PLPP	: Plan local de Paix et de Proximité
PNC	: Police Nationale Congolaise
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
QGIS	: Quantum Geographic Information System
RAP	: Recherche Action Participative
SIF	: Système d'Information Foncière
SIG	: Système d'Information Géographique
SFCG	: Search For Common Ground
SOFEPADI	: Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral
STAREC	: Programme de Stabilisation et Reconstruction des Zones sortant des Conflits Armés
T	: Tonne
UAS	: Unité d'appui à la Stabilisation de la MONUSCO
UCBC	: Université Chrétienne Bilingue du Congo
USD	: Dollars américain

Partie 1 - Points saillants du projet

Veillez fournir une synthèse des résultats obtenus et défis rencontrés au cours de la période de rapportage. Le but ici est de fournir un court narratif sur le changement que votre programme a atteint au cours de la période de rapportage et sa progression vers l'atteinte de son/ses objectif(s). Veiller porter une attention particulière à la présentation des réalisations / et les changements qui ont eu lieu plutôt qu'aux activités en vous basant sur les l'/les indicateur(s) pertinent(s) de votre document de projet. Maximum 1 page

De manière générale, la moyenne arithmétique de taux de performance des indicateurs du projet obtenus est de 58 %. Cependant, ce taux de performance a été calculé sur base de la moyenne de 125 indicateurs repris dans le cadre logique. Ce faible taux est dû essentiellement d'une part des défis rencontrés sur terrain qui n'ont pas permis de renseigner certains indicateurs et de l'autre part des indicateurs qui sont prévus d'être collecter pendant les enquêtes Endline. Nonobstant, tous les indicateurs en dépassement qui ont été ramenés à 100% pour ne pas biaisé le calcul. Par ailleurs, il convient aussi de signaler que sur les 125 indicateurs, 48 sont complètement réalisés (38,4%), 54 en cours de réalisation (43,2%) et 23 non encore réalisés (18,4%).

Par rapport la mise en œuvre des activités, le projet avait planifié 119 activités dont 72 ont été réalisées (60,5%), 34 sont en cours de réalisation (28,5%) et 13 activités non encore réalisées (11%). Vu le temps qui reste, un plan d'action a été actualisé afin de permettre au projet d'achever les activités en cours de réalisation ainsi que celles non encore réaliser d'ici Décembre 20.

Par rapport au budget, il sied de signaler que le projet a consommé à ce jour 4,611,988 USD sur le 7.000.000 USD prévu soit un niveau de consommation budgétaire de 66%.

En ce qui concerne, les résultats/activités ayant contribué, pendant la période du rapportage, à la transformation des conflits ou à la résolution des facteurs de conflits ainsi que des changements significatifs observés grâce aux actions du projet sont les suivants :

1. A travers, le pilier Dialogue Démocratique, des initiatives communautaires et intégrateurs de paix ont contribué à améliorer la collaboration et renforcer la cohésion sociale entre les communautés. A titre d'exemple :

- ✓ Quatre sources d'eau ont été aménagées dans le village de Mavivi en secteur de Beni Mbau. Depuis lors, on n'assiste plus aux disputes entre les femmes militaires et pygmées étant donné que l'eau est devenue suffisante pour tout le monde. Toutes ces communautés bénéficiaires des sources se retrouvent ensemble pour les travaux d'entretien sans discrimination. Actuellement, c'est un pygmée qui a été choisi par les utilisateurs des sources pour assurer la présidence du comité d'entretien. Il convoque les gens pour les travaux et tout le monde obtempère à ses instructions. Ce qui témoigne déjà du respect et de la considération à l'égard de cette ethnie jadis considérée comme indigène.
- ✓ Un espace multiculturel du village de Nzenga, en secteur de Ruwenzori a été mis à la disposition de la population pour regrouper les jeunes de toutes les ethnies à travers les activités sportives et autres jeux culturels.
- ✓ Les Salles communautaires et Paillotes construites par le projet à Kalunguta et à Mabalako respectivement en secteur de Ruwenzori et de Beni Mbau, constituent des espaces de dialogues capables de réunir les acteurs en conflits sans exclusion possible.
- ✓ Les champs communautaires mis à la disposition des communautés Talinga et Nande en chefferie de watalinga. Ces champs jouent actuellement un rôle de connecteurs et de rapprochements entre toutes ces communautés en conflits.

2. Dans le cadre de la composante foncière, le projet a mise en place une technique moderne de numérisation qui a transformé les conflits fonciers au niveau des communautés. Cette technique a permis d'enregistrer de manière informatisée les parcelles des communautés au niveau du cadastre, de leur attribuer un numéro cadastral et un numéro d'identification unique. Ces parcelles seront ainsi ajoutées dans le plan cadastral numérique. Ce qui empêche désormais une double attribution de la même parcelle par le cadastre et aussi évite le déplacement des bornes. En bref, cette technique moderne a transformé les conflits entre population et entre cette dernière et l'administration foncière. Les parcelles ne peuvent plus être vendues à 2

personnes et aussi les limites ne feront plus l'objet des conflits. Aussi, un changement observé dans le partage d'information entre le bureau contentieux de l'Administration Foncière et l'organe local en charge de résolution des conflits (CLPD), qui organise désormais des missions conjointes de médiation pour des conflits collectifs de manière à éviter de doublons dans l'attribution de la même parcelle et le déplacement des bornes d'où cela a résolu beaucoup des conflits entre communauté.

3. Dans la composante agricole, il a été observé un changement au niveau du pouvoir économique des femmes et des hommes. Avec la mise la place des associations villageoises d'épargne et crédit, le revenu surtout des femmes a fortement augmenté. Et, cette dernière contribue actuellement à l'économie du foyer, participe désormais, ensemble avec l'homme à la décision d'affectation des fonds selon les besoins du ménage. Et cela, au niveau du foyer/ménage, l'entraide est observée. L'homme accepte facilement d'aider la femme à des travaux champêtre et aussi à lui rendre service quand la femme doit remplir ses responsabilités au niveau des structures communautaires. Par conséquent, une réduction des violences au foyer, le dialogue, respect d'opinion et décision des femmes. Aussi, quand les bénéficiaires s'associent pour mettre ensemble leurs argents au sein des AVEC, cela permet de renforcer la collaboration et la confiance entre les communautés. Ainsi, les différents qui existaient entre eux sont oubliés.

4. Les actions de rapprochement menées, à travers le pilier de la restauration de l'autorité de l'état, a permis au projet d'améliorer la gouvernance locale et de renforcer les liens de collaboration entre les prestataires des services étatiques au niveau local et la population civile ainsi qu'améliorer la collaboration entre les responsables des services étatiques et les animateurs de la société civile. A titre d'exemple, en secteur de Ruwenzori et en commune d'Oicha, à l'issue des recommandations d'activités de rapprochement, les autorités ont opté pour la pratique d'organiser régulièrement (1 à 2 fois par mois) des rencontres avec les représentants des structures de la jeunesse et des femmes dans l'objectif de les conscientiser de multiplier et de renforcer les sensibilisations de leurs couches sociales qu'ils représentent afin qu'elles s'impliquent et s'approprient les actions de paix et de développement initiées dans leurs milieux. Désormais, ils participent aux réunions de sécurité de leurs contrées. Ils s'expriment sans crainte et librement en donnant leurs opinions dans des assemblées en présence des chefs locaux. Ces derniers quant à eux, font de nouveau confiance aux jeunes et sont animés d'un esprit de collaboration. Ces activités du projet ont renforcé la confiance entre des groupes qui faisaient auparavant preuve de méfiance mutuelle à cause d'actes de ségrégation et de violence qu'ils se sont mutuellement infligés.

Au-delà des transformations et de la promotion à la cohésion sociale observées durant cette période de rapportage comme repris ci-dessus, il a également été observé quelques améliorations grâce aux actions du projet par pilier. Il s'agit de :

Pilier Dialogue Démocratique

Au courant de cette période de rapportage, le projet a obtenu des engagements importants de la part des autorités politico-administratives et militaires du territoire et de la province ainsi que de la Monusco Beni grâce aux sessions de dialogue qui ont été menées, à travers les Groupes de dialogue permanent (GDP). Le commandant de Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) a renforcé les effectifs militaires pour améliorer le contexte socio-sécuritaire dans les villages d'Halungupa et Kalunguta en secteur de Ruwenzori. Dans le même cadre, la MONUSCO Beni a pris l'engagement d'installer la FIB dans le village de Kilya dans le même secteur. Aussi, le Ministre provincial de l'administration du territoire s'est engagé à résoudre le conflit entre le territoire de Beni et celui de Lubero sur la gestion administrative des villages de Magogo (Beni) et Metale (Lubero).

Dans le cadre du même pilier, il a été observé une amélioration de la cohésion sociale entre différents groupes en conflits dans les communautés cibles grâce aux projets communautaires et intégrateurs de paix.

Pilier Retour, Réintégration et Relance Socio-Economique

Dans le cadre de ce pilier, il a été constaté, à travers la composante foncière, une amélioration dans la prestation des services de l'administration foncière de Beni. Les agents de ces services ont renforcé leurs capacités sur l'utilisation des outils de gestion d'information foncière. Aussi, grâce aux connaissances acquises, cette institution répond actuellement, de manière plus effective, aux besoins et aux droits de la communauté de Beni en matière d'accès à la terre.

Dans la composante agricole, une augmentation de la production en quantité et en qualité a été enregistrée pendant les récoltes en saison agricole 2 qui va de Février à Juin 2020. Les fiches de collecte des données ont relevé que, les associations des producteurs agricoles (APA) ont récolté au total 2.393,2 T des produits agricoles confondus ; 128,6 T a été consommée ; 2.132,5 T vendue ; 127,1 T conservée comme semence et 1 346 064 FC de revenu moyen par ménage enregistré (soit environ 673,032 USD). Chaque ménage a amélioré considérablement de plus de 100% son revenu moyen comparativement au revenu moyen standard avant-projet qui s'élève à environ 400 000 FC (soit 225 USD).

Pour l'élevage, le projet a enregistré un grand nombre de mise bas et naissance chez les lapins ainsi qu'un taux élevé des pontes des œufs et des poussins éclos. Il a été ainsi enregistré 131.109 FC (soit 49,1 USD) de revenu moyen par ménage éleveur. Le taux d'amélioration est de plus de 100% comparativement au revenu moyen standard avant-projet qui était de 31.000 FC soit 15,5 USD.

Aussi, grâce aux Associations Villageoise d'épargne et crédit (AVEC) qui ont été mise en place par le projet, les bénéficiaires ont réussi, de manière générale, à accéder au crédit d'un montant global de 3470000 FC (soit 1,735 USD) et un montant déjà remboursé de 1766700 FC (soit 883 USD).

Pilier de la Restauration de l'autorité de l'Etat

Durant ce semestre, les actions de rapprochement menées par le projet ont permis d'améliorer la gouvernance locale et de renforcer les liens de collaboration entre les prestataires des services étatiques au niveau local et la population civile ainsi qu'améliorer la collaboration entre les responsables des services étatiques et les animateurs de la société civile. Aussi, il a été observé que les jeunes et les femmes sont fortement impliqués aux initiatives de paix et de développement et ils influencent les autres jeunes et couches sociales pour qu'ils participent et s'approprient les actions du projet.

Partie 2 - La mise en œuvre

2.1 Aperçu

2.1.1 Aperçu financier

Budget total: 7,000,000 USD

Fonds reçus au cours de la période de rapportage : 3,500,000 USD

Fonds cumulées reçus : 7,000,000 USD (100% du budget total)

Fonds consommés pendant la période de rapportage : 408,984 USD

Fonds consommés cumulés : 4,611,988USD (66% du budget total)

En bonne voie : oui, bien que le projet a connu beaucoup des défis qui ont retardé les activités en cette période de rapportage.

2.1.2 Aperçu des progrès vers les résultats attendus

Objectif Spécifique 1 : Les Populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transformant les principaux conflits violents dans la zone prioritaire de stabilisation

Selon le cadre logique, cet objectif est réalisé à 60,7%. Pendant ce semestre, 6 conflits ont été abordés. Il s'agit de : (1) le conflit sur la gestion administrative des villages de Magogo et Metale entre les territoires de Beni et Lubero, (2) le conflit sur le terrain dans le village Nzenga, (3) le conflit autour des sources d'eau dans 4 villages de Mavivi, (4) le conflit entre la population de HALUNGUPA et FARDC suite à la recrudescence de l'insécurité dans la zone de Ruwenzori, (5) le conflit autour de la crise de confiance entre la population de KALUNGUTA et FARDC et (6) le conflit autour de l'insécurité entre la population et FARDC en Groupement BULIKI. Parmi les 6 conflits, 2 ont été identifiés comme prioritaires par les communautés à savoir le conflit sur la gestion administrative des villages Magogo et Metale ainsi que le conflit de Nzenga sur l'espace de jeu entre les jeunes et la paroisse catholique.

Résultat 1.1 : Des cadres inclusifs de dialogue et de concertation pour l'identification des défis et priorités des communautés sont opérationnels et des solutions inclusives et participatives sont mises en place

<p>Ce résultat est réalisé à ce jour à 86,7%. Cinq plateformes de dialogue sont opérationnelles dans les zones prioritaires et le niveau d'utilisation de ces plateformes de dialogue pour résoudre les conflits est évalué à 100% selon l'indicateur dans la mesure où tous les 5 GDP restent opérationnels et actifs dans la résolution de conflits.</p>
<p>Produit 1.1.1 : La connaissance des facteurs de division et de cohésion sociale est accrue parmi les parties prenantes</p>
<p>Les indicateurs de ce produit ont été réalisés à 100 % depuis le semestre dernier. Aucune activité de ce produit n'a été réalisée en cette période de rapportage.</p>
<p>Produit 1.1.2 : Les priorités de la population pour améliorer la situation socio-sécuritaire sont connues par les parties prenantes</p>
<p>Ce produit est réalisé à 65%. Les activités de ce produit ont été réalisées au semestre précédent. Il nous reste à collecter les données qui renseignent sur la déclaration des Acteurs clefs de la stabilisation sur leur soutien et leur confiance envers la stratégie de stabilisation et de sécurité dans leur localité.</p>
<p>Produit 1.1.3 : Le Dialogue est amorcé</p>
<p>Les activités de ce produit sont réalisées à 73%. En cette période de rapportage, 4 conflits ont été référés aux GDP par les communautés. Il s'agit des conflits (1) sur la gestion administrative des villages de Magogo et Metale en conflit entre le territoire de Beni et Lubero ; (2) entre population et FARDC sur le contexte socio-sécuritaire des villages d'Halungupa et Kalunguta en secteur de Ruwenzori ; (3) sur l'espace de jeux entre les jeunes du village Nzenga et la paroisse catholique et (4) sur le conflit des sources d'eau entre les pygmées et les femmes militaires à mavivi en secteur de Beni Mbau.</p>
<p>Produit 1.1.4 : La capacité à mener un dialogue inclusif et participatif est accrue parmi les parties prenantes</p>
<p>Les activités de ce produit sont réalisées à 61%. Il nous reste de compléter les formations sur la facilitation de dialogue inclusif et participatif pour la paix.</p>
<p>Résultat 1.2 : Des relations positives sont construites au niveau local à travers le renforcement de la confiance et la collaboration entre les communautés, les autorités (locales et provinciales) et les autres parties prenantes</p>
<p>Les indicateurs de ce résultat est atteint à ce jour à 72,5 %. En cette période de rapportage, les autorités politico-militaires du territoire de Beni se sont engagées avec des actions concrètes sur des conflits ressortit dans le processus de recherche et de dialogue. A titre d'exemple, le commandant de FARDC a renforcé les effectifs militaires pour améliorer le contexte socio-sécuritaire dans les villages d'Halungupa et Kalunguta en secteur de Ruwenzori.</p>
<p>Produit 1.2.1 : La sensibilité au conflit et à la prise des décisions informé par les priorités de la population est accrue parmi les autorités</p>
<p>Les indicateurs de ce produit sont réalisés à 60%. Cinq (5) initiatives majeures de paix ont été identifiées par les communautés, à travers les GDP. Elles ont été traduites en mini-projets intégrateurs de paix. Il s'agit de : (1) un espace de jeux à Bulongo en secteur de Ruwenzori pour réunir les jeunes des différentes communautés; (2) un champ communautaire à Watalinga visant le rapprochement entre trois communautés (Talinga, Nande et Bawisa) ; (3) aménagement des sources d'eau à Mavivi en secteur de Beni Mbau pour rapprocher les peuples Pygmées et Bantous ; (4) aménagement d'une paillote de Paix à Mabalako en secteur de Beni Mbau pour renforcer la cohésion sociale entre les communautés et (5) aménagement d'une salle communautaire à Kalunguta en secteur de Ruwenzori pour donner à la communauté un espace d'échange disponible.</p>
<p>Produit 1.2.2 : La confiance entre les parties prenantes dans les zones conflictuelles est renforcée</p>
<p>Ce produit est réalisé à 11%. Les indicateurs de produit ont été collectés pendant les enquêtes Baseline. Et, il reste à les compléter lors de la prochaine enquêtes Endline.</p>
<p>Résultat 1.3 : Les interventions de stabilisation sont conçues, harmonisées et coordonnées sur base des résultats du dialogue</p>
<p>Le seul indicateur de ce résultat est atteint à 68,75 %. Ce résultat provient de l'étude Baseline. Il reste à le compléter lors des enquêtes Endline.</p>
<p>Produit 1.3.1 : Les plans locaux de paix et de développement sont validés et des projets communautaires sont identifiés</p>
<p>Ce produit est réalisé à 67%. 2 Plans locaux de paix et développement (PLPD) ont été actualisés et sont en cours de validation sur les 3 prévus. Il s'agit des PLPD des secteurs de Beni-Mbau et de Ruwenzori. Le PLPD de Watalinga ne sera pas actualisé ni validé car le gouvernement provincial à travers le Ministre du Plan, a demandé au projet de sursoir le processus en chefferie de Watalinga. L'autorité a indiqué le positionnement du PNUD pour apporter l'appui envisagé pour cette ETD.</p>

Produit 1.3.2 : Les projets à base Communautaire sont mis en œuvre et suivis
Ce produit est réalisé à 35 %. Sur les 5 projets à base Communautaire en construction, un seul a été complètement achevé en cette période de rapportage. La pandémie du Covid-19 a ralenti considérablement les travaux et le niveau d'avancement actuel est de 86%. Le projet achevé est celui de la construction de 3 salles de classe, une salle des enseignants et latrine à l'école primaire Masangi en secteur de Ruwenzori.
Objectif Spécifique 2 : Conditions plus favorables pour la relance économique locale
Cet objectif est atteint ce jour à 45,6 %. Ce résultat provient de l'étude Baseline. Il reste à le compléter avec les enquêtes Endline.
Résultat 2.1 : La performance des fournisseurs des services fonciers est améliorée dans la zone prioritaire
Ce résultat a atteint 71,6%. Tous les indicateurs ont été collectés lors de la Baseline. En attente des enquêtes Endline pour le compléter.
Produit 2.1.1 : Les connaissances techniques de l'administration foncière sont renforcées
Ce produit est réalisé à 83%. Deux formations ont été organisées en faveur des agents de l'administration foncière du territoire de Beni. La première portait sur la transparence dans la gestion foncière en RDC et la deuxième sur la collecte, le traitement et la manipulation des données géo spatiales en usant du logiciel QGIS et aussi sur la capture et digitalisation des images satellitaires. Au total, 42 participants composés des chefs de bureaux et des agents parmi lesquels 25 hommes adultes, 4 femmes adultes, 9 jeunes hommes et 4 jeunes femmes). Après le test post-formation, 100% des participants ont renforcé leur niveau de connaissance.
Produit 2.1.2 : Un système de gestion d'information foncière, coutumière et de l'administration foncière est mise en place dans la zone prioritaire
Ce produit est réalisé à 100%. La circonscription foncière de Beni territoire a bénéficié d'une dotation en fourniture de bureau et outils techniques pour renforcer leur capacité d'utiliser le SIF et renforcer la numérisation pour une meilleure sécurité foncière des populations locales. Il s'agit des équipements informatiques tels que les ordinateurs, des Scanneurs professionnels, des Imprimantes, des GPS et d'un serveur ; des kits solaires et quelques mobiliers de bureau.
Produit 2.1.3 : Un plan cadastral rural des terres / Concessions opérationnelles
Ce produit est réalisé à 0%. L'activité relative à la réalisation du plan cadastral n'a pas été réalisée à la suite de la recrudescence de l'insécurité et la déclaration de la pandémie COVID19 dans la chefferie de Watalinga. Suite à l'accalmie observée, elle est programmée au deuxième semestre de l'année en cours.
Produit 2.1.4 : Le plan d'usage des terres pour la sécurisation foncière est approuvé
Les activités de ce produit ne sont pas encore réalisées. Elles sont programmées pour le deuxième semestre de l'année en cours.
Produit 2.1.5 : Un comité inclusif d'appui à l'administration foncière dans la mise en œuvre des activités de sécurisation foncière est mis en place
Ce produit est réalisé à 65%. Un atelier de renforcement des capacités a été organisé en faveur de 39 membres de comités locaux de paix et développement (CLPD) d'Oicha en secteur de Beni Mbau dont 7 femmes et 32 hommes. L'objectif était de les outiller à assurer les activités de sensibilisation et médiation sur les conflits fonciers. Les thématiques portaient sur les techniques et outils de gestion des conflits fonciers ainsi que sur la collecte des données foncières, au rapportage et manipulation de la base des données foncières.
Résultat 2.2 : L'accès aux marchés, aux crédits et à l'emploi rémunéré est maintenu et accru
Ce résultat a atteint 48,9%. Ce faible taux est dû à certains indicateurs qui ont été collectés lors de la Baseline et ce taux sera compléter pendant les enquêtes Endline. Mais également, d'autres indicateurs collectés indiquent que les ménages agricoles et éleveurs bénéficiaires du projet ont amélioré leur revenu c'est-à-dire qu'environ 1 346 064 FC de revenu moyen par ménage agricole a été enregistré (soit environ 673,032 USD). Chaque ménage a amélioré considérablement de plus de 100% son revenu moyen comparativement au revenu moyen standard initial qui s'élevait à environ 400 000 FC (soit 225 USD). Il a été aussi enregistré 131.109 FC (soit 49,1 USD) de revenu moyen par ménage éleveur. Le taux d'amélioration est de plus de 100% comparativement au revenu moyen standard avant-projet qui était de 31.000 FC soit 15,5 USD.
Produit 2.2.1 : Les associations agricoles sont opérationnelles
Ce produit est réalisé à 94%. Suite à une accalmie observée dans la chefferie de watalinga, les trois (3) APA restant ont été identifiées et sont opérationnelles et légalement organisées avec l'appui du projet. Au total, 150 ménages agricoles (27 hommes, 42 femmes, 43 filles et 38 garçons) composent les 3 APA en

raison de 50 ménages par APA. 67% de ces ménages agricoles sont également membres des AVEC et parmi eux, 63% ont déjà bénéficiés de crédit. Parmi les membres des APA, 32 ont bénéficié d'une formation des formateurs en champs école paysan (CEP).

Produit 2.2.2 : La chaîne de valeur agricole est mise en place

Les indicateurs de ce produit sont réalisés à 100%. 150 bénéficiaires membres des APA à watalinga ont bénéficié des kits agricoles composés de 362 pièces d'outils aratoires confondus (bêches, arrosoirs, râtaux, brouettes et houes) et 5, 100 Kg de semences maraichères confondues (choux, aubergine, épinard et amarante). Une formation sur le Genre a été organisée dans la même zone en faveur de 32 représentants des APA dont 14 femmes. Aussi, 100 ménages éleveurs de watalinga dont 62 femmes ont bénéficié de 234 lapins (156 femelles et 78 males). En cette saison agricole, 2.132,5 T des produits récoltés ont été vendus. Après la vente, le revenu moyen d'un ménage enregistré s'élève à 1.346.064 FC (soit 673,032 USD)

Produit 2.2.3 : Les activités professionnelles des jeunes sont mises en place

Ce produit est réalisé à 33%. Ce faible taux est dû aux activités en cours de formation professionnelle des jeunes non encore achevée pour la mise en pratique. Et aussi, 72 Jeunes dont 35 jeunes filles de la chefferie de Watalinga ont été identifiés et inscrits également aux programmes de formation professionnelle. La Couture, la mécanique Moto, la menuiserie et la coiffure constituent les 4 filières professionnelles qui ont été identifiées et concernées par la formation d'environ 30 jours qui est actuellement en cours.

Produit 2.2.4 : La qualité des services techniques de l'Etat en charge des Mines et autres parties prenantes est améliorée

Ce produit est réalisé à 56%. Sur 4 groupes cibles, 2 groupes composés des membres du comité local de suivi (CLS) et agents des services techniques des mines ont été formés sur les mécanismes de traçabilité et de certification des minerais. De plus, le projet a facilité la mise en place du CLS qui est une structure de suivi et d'appui à l'amélioration de la qualité de prestation des services techniques des Mines et autres parties prenantes pour une bonne gouvernance des ressources naturelles, facteurs de stabilisation.

Produit 2.2.5 : Une chaîne d'approvisionnement pilote de traçabilité de l'Or (exploitation artisanale) est mise en place

Le niveau de progrès de ce produit est évalué à 25%. En effet, la mise en œuvre des activités de ce produit dépend techniquement de la réalisation des activités du produit précédent 2.2.4. Après la cartographie des sites miniers et acteurs miniers, le CLS- Beni devrait proposer les sites miniers à qualifier dans lesquels le projet doit travailler pour la mise en place progressive, d'une chaîne pilote de la traçabilité de l'or. Des réunions mensuelles du CLS-Beni ont été suspendues depuis Mars 2020 à cause du Covid-19.

Produit 2.2.6 : Les AGR sont opérationnelles

Ce produit est réalisé à 66%. Sur 630 ménages bénéficiaires prévus, 203 ont été identifiés durant la période de rapportage dont 88 dans les zones de retour et 115 autour des sites miniers précisément dans les villages de Cantine et Visiki en secteur de Beni Mbau. 13 nouvelles associations ont été créées dont 12 autour des sites miniers et 1 dans les zones de retour. Au total, le projet a créé 58 associations sur 60 prévus soit 97% de réalisation.

Objectif Spécifique 3 : Reddition de comptes (à travers des mécanismes) des institutions étatiques améliorées envers les femmes, jeunes femmes, jeunes hommes et hommes des communautés

Cet objectif a atteint ce jour 17% de réalisation. Ce faible taux est dû aux indicateurs collectés lors de l'étude Baseline. Il reste à le compléter avec les enquêtes Endline.

Résultat 3.1 : Les expériences locales sont prises en compte au niveau provincial enfin d'en assurer la durabilité

Ce résultat a atteint 47,1 %. Ce faible taux est dû aux données collectées lors de la Baseline et ce taux sera compléter pendant les enquêtes Endline.

Produit 3.1.1 : Renforcement des structures au niveau provincial

Selon le tableau d'indicateurs, ce produit n'est pas encore réalisé. Le seul indicateur de ce produit est programmé d'être collecté au deuxième semestre de cette année en cours.

Produit 3.1.2 : Amélioration de la collaboration entre les structures provinciales et les services étatiques au niveau local

Ce produit est réalisé à 33%. Ce faible taux est dû à certains indicateurs de ce produit qui seront collectés au deuxième semestre de l'année en cours. Pour d'autres indicateurs, les activités ont été réalisées. Il s'agit des réunions de coordination organisées par la CPAP en faveur de 37 personnes dont 10 femmes, issues des CLPD. Les objectifs de ces réunions consistaient à les conscientiser à participer à la mobilisation et sensibilisation de population pour se prévenir de la COVID -19 et en observant le respect des mesures prises par les autorités Étatiques. Et aussi, à rappeler les rôles et responsabilités des membres selon les commissions (pacification, environnement, paix et sécurité, ...).

Résultat 3.2 : Les rôles et responsabilités des services étatiques (PNC et ETD) sont compris et acceptés et mise en œuvre
Ce résultat a atteint 92,9%. Après toutes les formations organisées en faveur de participants issus de la PNC, ETD, CLPD et CPDG, il a été enregistré après le Pré et Post test, une amélioration de leur connaissance. Le niveau semble être plus élevé parce que les participants ont déjà bénéficié de plusieurs formations sur les thématiques données.
Produit 3.2.1 : Les agents de l'état et les autorités coutumières ont des meilleures connaissances sur leurs rôles et responsabilités
Ce produit est réalisé à 100%. Des forums communautaires ont été organisés dans les 6 Entités territoriales Décentralisées (ETD) sur l'élaboration participative du budget d'une entité. Les budgets prévisionnels ont été finalisés avec implication de la population et partagés avec le gouvernement provincial pour amendement et validation. Aussi, après les différentes formations organisées, les résultats du Pré et Post test montrent que les agents de l'état et autorités coutumières indiquent avoir amélioré leur connaissance sur leurs rôles et responsabilités
Produit 3.2.2 : Les communautés ont accès à l'information sur les services étatiques et ont l'opportunité de demander des comptes
Ce produit est réalisé à 55%. 15 activités de rapprochement, 2 séances de meeting de sensibilisation des jeunes, 18 séances des tables rondes radiophoniques et 23 séances de projection Cinéma mobile ont été réalisées. Au total, 1287 personnes dont 389 femmes et 898 hommes ont pris part à ces séances. Ces activités ont permis à la population civile de comprendre les rôles et responsabilités de certains responsables des services étatiques (ANR, PNC, DGM).
Produit 3.2.3 : Les acteurs de sécurité améliorent leurs contributions aux mécanismes locaux d'éveils et d'alerte précoce (Early warning)
Ce produit est réalisé à 37%. Ce faible taux est dû, pour certains indicateurs, aux résultats des enquêtes Baseline. Aussi, dans le cadre de ce produit, des séances de matinée de protection ont été organisées conjointement par les membres des CDB avec la société civile. 88 personnes dont 26 femmes et 62 hommes parmi lesquels 11 policiers et 8 militaires ont participé à ces séances. Suivant les témoignages recueillis, ces séances ont permis à la société civile d'être impliquée et être aux côtés des services à titrés pour chercher des solutions aux problèmes de protection dans la zone.
Produit 3.2.4 : Des plans locaux de sécurité sont opérationnels
Ce produit est réalisé à 94%. Les 7 ETD de Ruwenzori, Beni Mbau, Watalinga, Lume, Bulongo, Oicha et Mangina disposent désormais des Plans Locaux de Sécurité de Proximité qu'ils ont élaborés avec l'appui du projet. Chaque ETD s'est doté d'un CLSP. Dans l'ensemble, 49 personnes dont 8 femmes sont membres des CLSP opérationnels dans les 7 ETD soit 7 personnes par CLSP et par ETD. Chaque CLSP a été accompagné et appuyé dans l'exécution de 2 mini-projets de sécurité pilotes identifiés par son plan local de sécurité.

2.2 Progress de la mise en œuvre

2.2.1 Exécution du Plan de travail et du budget
Objectif Spécifique 1 : Les Populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transformant les principaux conflits violents dans la zone prioritaire de stabilisation
Résultat 1.1 : Des cadres inclusifs de dialogue et de concertation pour l'identification des défis et priorités des communautés sont opérationnels et des solutions inclusives et participatives sont mises en place
Produit 1.1.1 : La connaissance des facteurs de division et de cohésion sociale est accrue parmi les parties prenantes
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui/non, si non veuillez définir la nature des contraintes et des défis, des mesures prises pour atténuer les retards dans l'avenir et les leçons apprises au cours du processus. Cette section est de trois phrases maximums. Oui, le plan d'activités de ce produit a été exécuté à 100%

<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui/non, si non veuillez définir la nature des contraintes et des défis, des mesures prises pour atténuer les retards dans l'avenir et les leçons apprises au cours du processus. Cette section est de trois phrases maximums.</p> <p>Oui, le budget des activités inscrites dans ce produit a été consommé à 100%</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Décrire comment le genre a été intégré dans l'exécution de produit au cours de la période de rapportage. Cette section est de trois phrases maximums</p> <p>Aucune activité réalisée. Elles ont été réalisées au semestre précédent.</p>
<p>Produit 1.1.2 : Les priorités de la population pour améliorer la situation socio-sécuritaire sont connues par les parties prenantes</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui, les activités inscrites dans ce produit sont en bonne voie (soit à 90%). Exception d'une activité de plaidoyer à Kinshasa qui a été empêchée suite à la déclaration de la pandémie de la COVID 19.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, les fonds prévus pour ces activités ont été consommés. Sauf, celui destiné au plaidoyer à Kinshasa qui vient d'être affecté, à la demande de l'exécutif provincial, pour une nouvelle activité de la cartographie des groupes armés à Beni et Lubero.</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Aucune activité intégrant le Genre n'a été organisée.</p>
<p>Produit 1.1.3 : Le Dialogue est amorcé</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Non, les planifications des dialogues ont été perturbées suite à la situation sécuritaire et du Covid-19 qui n'ont pas permis d'atteindre la cible prévue en cette période. 13 dialogues organisés sur 20 prévus durant le semestre. Une nouvelle planification a été faite et ses séances seront rattrapées au prochain semestre de l'année en cours</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, la consommation du budget sur cette ligne est en bonne voie.</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? 104 femmes (73 adultes et 31 jeunes, soit 37%) ont été impliquées dans les séances de dialogue sur 283 participants.</p>
<p>Produit 1.1.4 : La capacité à mener un dialogue inclusif et participatif est accrue parmi les parties prenantes</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui, cette activité a été réalisée à 100% au semestre précédent.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, le budget de cette activité a été réalisé à 100%</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Aucune activité réalisée en cette période.</p>
<p>Résultat 1.2 : Des relations positives sont construites au niveau local à travers le renforcement de la confiance et la collaboration entre les communautés, les autorités (locales et provinciales) et les autres parties prenantes</p>
<p>Produit 1.2.1 : La sensibilité au conflit et à la prise des décisions informé par les priorités de la population est accrue parmi les autorités</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui, le plan est en bonne voie. Les activités de ce produit sont, à ce jour, réalisées à 50%.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, le budget est consommé également à 50%. Le reste des fonds qui étaient destinés au plaidoyer de Kinshasa sont désormais affectés pour renforcer les nouvelles activités recommandées par le gouvernement provincial notamment la construction de la mairie de Beni.</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? 11 femmes (3 jeunes et 8 adultes, soit 17%) sur 65 personnes ont été impliquées à participer aux activités de plaidoyers qui ont été organisés en cette période de rapportage.</p>
<p>Produit 1.2.2 : La confiance entre les parties prenantes dans les zones conflictuelles est renforcée</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui, les activités de ce produit ont été réalisées.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, le budget est consommé.</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Aucune activité réalisée.</p>
<p>Résultat 1.3 : Les interventions de stabilisation sont conçues, harmonisées et coordonnées sur base des résultats du dialogue</p>
<p>Produit 1.3.1 : Les plans locaux de paix et de développement sont validés et des projets communautaires sont identifiés</p>

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui, les activités d'actualisation des PLPD ont été achevées et la validation est actuellement en cours.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, la consommation du budget est en bonne voie avec la clôture des activités d'actualisation des PLPD ainsi que les activités de validation en cours.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? 12 femmes (soit 22%) sur 55 participants ont été impliquées dans l'actualisation des PLPD et participent également à la validation en cours.
Produit 1.3.2 : Les projets à base Communautaire sont mis en œuvre et suivis
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Non, le plan a été perturbé suite la situation du COVID-19. Les matériaux de construction ont été bloqués à la frontière Ougando-congolaise. A cela s'ajouté la rareté du dollar américain dans les banques locales qui avait influencé négativement la mise en œuvre du plan de travail car n'étant pas en mesure de disposer de CASH et d'exécuter les dépenses. Un amendement au contrat des prestataires a été initié pour leur permettre de finaliser les ouvrages communautaires.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, la consommation du budget est à 75%. Tous les prestataires sollicitent déjà les dernières tranches de fonds qui les permettront de finaliser les travaux.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? 13 femmes (soit 32 %) sur 41 personnes ont été sélectionnées comme membres des comités locaux pour assurer le suivi des travaux des ouvrages communautaires. Elles ont également été formées sur les outils de suivi et de rapportage.
Objectif Spécifique 2 : Conditions plus favorables pour la relance économique locale
Résultat 2.1 : La performance des fournisseurs des services fonciers est améliorée dans la zone prioritaire
Produit 2.1.1 : Les connaissances techniques de l'administration foncière sont renforcées
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Une session spécifique au Genre a été intégré dans toutes les formations. Ceci a permis d'impliquer les hommes dans la promotion du Genre et de prendre l'engagement d'être acteur de la promotion du Genre dans leurs services respectifs. Sur 42 participants aux sessions, 8 femmes ont été également impliquées soit 19 %.
Produit 2.1.2 : Un système de gestion d'information foncière, coutumière et de l'administration foncière est mise en place dans la zone prioritaire
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les décideurs dans les services fonciers sont exclusivement des hommes. Une session a été organisée pour conscientiser les autorités des institutions foncières à impliquer davantage les femmes dans la gouvernance et dans la prise de décision.
Produit 2.1.3 : Un plan cadastral rural des terres / Concessions opérationnelles
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui, les activités de ce produit n'ont pas été réalisées durant la période de rapportage. Elles sont plutôt prévues pour le deuxième semestre de l'année.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, les activités de ce produit n'ont pas été réalisées durant la période de rapportage. Elles sont plutôt prévues pour le deuxième semestre de l'année
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les activités de ce produit sont prévues pour le deuxième semestre de l'année en cours.
Produit 2.1.4 : Le plan d'usage des terres pour la sécurisation foncière est approuvé
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Dans la phase de rapportage, les femmes ont été impliquées dans la sensibilisation des jeunes sur le processus de numérisation des plans d'usage des terres pour la sécurisation foncière.
Produit 2.1.5 : Un comité inclusif d'appui à l'administration foncière dans la mise en œuvre des activités de sécurisation foncière est mis en place
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? En cette période de rapportage, 39 membres des CLPD ont été appuyés parmi lesquels 13 femmes soit 33%.
Résultat 2.2 : L'accès aux marchés, aux crédits et à l'emploi rémunéré est maintenu et accru
Produit 2.2.1 : Les associations agricoles sont opérationnelles

<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui/ les activités de ce produit ont atteint plus de 95%. Et, les activités qui étaient en stand-by, suite à l'insécurité dans les champs, ont repris à watalinga.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, le budget prévu pour ce produit a été consommé. Tous les kits agricoles, d'élevages et de réinsertion ont été achetés comme prévus.</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? 13 associations agro-pastorales ont bénéficié d'un guide pour leur permettre d'intégrer la politique Genre dans leurs activités. Un suivi quotidien de cette intégration genre a été réalisé avec succès en cette période de rapportage.</p>
<p>Produit 2.2.2 : La chaîne de valeur agricole est mise en place</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui, les activités ont été réalisées à 100 % comme prévu dans la chefferie de watalinga.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, la consommation est à plus de 90%. Avec la reprise des activités dans la chefferie de watalinga le budget sera consommé en totalité.</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Sur 300 personnes, 97 femmes et 72 filles ont été identifiées à watalinga comme bénéficiaires des activités dans les filières agricole, élevage et piscicole. 41 femmes sur 122 bénéficiaires ont été formées sur le CEP, Genre et le Youth ready.</p>
<p>Produit 2.2.3 : Les activités professionnelles des jeunes sont mise en place</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui, les activités professionnelles des jeunes ont été réalisées à 100% comme prévu à watalinga.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, la consommation du budget est en bonne voie. Tous les kits de réinsertion socio-économique des jeunes ont déjà été achetés comme prévus.</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Sur 72 Jeunes en pleine apprentissage de métier, 35 jeunes filles ont été intégrées. Elles ont bénéficié des kits de soutien spécifique pour l'hygiène féminine.</p>
<p>Produit 2.2.4 : La qualité des services techniques de l'Etat en charge des Mines et autres parties prenantes est améliorée</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Non, le plan a été réaménagé suite aux crises sécuritaires (groupes armés dans les sites miniers) et sanitaires (Ebola, COVID-19). Certaines activités planifiées ont été renvoyées au deuxième semestre de l'année en cours.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, la consommation est en bonne évolution.</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? En dépit de faible représentativité des femmes dans les organisations minières et institutions publiques, la présidente de la société civile du Territoire de Beni a été associée pour la mise en place du CLS-Beni. De plus, elle a été retenue parmi les 17 membres du CLS-Beni à travers lequel, elle a été formée sur le mécanisme de certification et traçabilité des minerais.</p>
<p>Produit 2.2.5 : Une chaîne d'approvisionnement pilote de traçabilité de l'Or (exploitation artisanale) est mise en place</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Non, le plan de travail a été réaménagé. La réalisation des activités de ce produit dépend de celles du produit 2.2.4 qui ont connu du retard à la suite des crises susmentionnées. Pour pallier cela, le plan de travail a été aussi réaménagé.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, la consommation est en bonne voie.</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? La présidente de la société civile de territoire de Beni a été impliquée dans l'identification et la sélection des organisations locales pour la mise en place du plan de rapportage et de suivi des incidents sécuritaires. Relativement à cette activité, 5 femmes sur 20 participants, ont été formées sur la traçabilité de l'Or et feront partie des équipes de sensibilisation dans et autour des sites miniers, afin de lutter contre l'exploitation minière illégale.</p>
<p>Produit 2.2.6 : Les AGR sont opérationnelles</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui, les formations techniques et professionnelles de 515 bénéficiaires se poursuivent normalement dans les zones de retour ainsi que l'identification de 115 personnes vulnérables a été réalisé comme planifié. Il reste à distribuer les kits AGR après la formation.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, le budget prévu pour les achats des kits AGR est en bonne voie. 70% des Kits ont été achetés et réceptionnés.</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? 358 femmes sur 515 personnes vulnérables dans les zones de retour ont bénéficié de la formation technique et professionnelle. Aussi, 12 femmes ont été sélectionnées, sur 34 éducateurs/formateurs en métier. Elles ont été sélectionnées sur la base de leur dévouement à la création des AGR.</p>

Objectif Spécifique 3 : Reddition de comptes (à travers des mécanismes) des institutions étatiques améliorées envers les femmes, jeunes femmes, jeunes hommes et hommes des communautés
Résultat 3.1 : Les expériences locales sont prises en compte au niveau provincial enfin d'en assurer la durabilité
Produit 3.1.1 : Renforcement des structures au niveau provincial
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les membres des CLPD ont bénéficié des séances de coaching au cours desquels les thématiques liées à la participation équilibrée des hommes, des femmes et jeunes ont été abordées. Ceci pour les conscientiser à utiliser les politiques du Genre dans toutes leurs actions.
Produit 3.1.2 : Amélioration de la collaboration entre les structures provinciales et les services étatiques au niveau local
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les besoins des femmes et des jeunes ont été pris en compte lors de l'identification des priorités des ETD et les femmes ont été intégrées pour participer aux séances d'élaboration participative du budget des ETD. Elles ont été également sélectionnées comme des animatrices des CLPD.
Résultat 3.2 : Les rôles et responsabilités des services étatiques (PNC et ETD) sont compris et acceptés et mise en œuvre
Produit 3.2.1 : Les agents de l'état et les autorités coutumières ont des meilleures connaissances sur leurs rôles et responsabilités
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Non, l'insécurité dans la zone du projet et la pandémie du Covid-19 a influé sur la planification de certaines activités du produit. Des mécanismes de réadaptation de ces activités sont en train d'être mis en place pour qu'elles soient réalisées tout en respectant les normes sanitaires en vigueur
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Une trentaine des femmes policières ont participé aux séances de sensibilisation réalisées par les CDB. Et ces comités ont orienté leurs activités de sensibilisation dans les zones où une recrudescence d'acte de violation des droits à l'encontre des femmes et des jeunes filles a été enregistrée, notamment auprès des tenanciers des maisons de tolérance qui exploiteraient abusivement les filles mineures.
Produit 3.2.2 : Les communautés ont accès à l'information sur les services étatiques et ont l'opportunité de demander des comptes
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Non, la pandémie du Covid-19 a influé sur la planification. Les activités de masse ont été suspendues. Une réadaptation aux mesures COVID-19 a été faite pour certaines activités. Une séance qui réunit 30 participants est faite en deux phases avec une participation de 15 personnes.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Au total, 389 femmes et filles ont participé aux activités de rapprochement et des projections cinéma mobile. Les émissions tables ronde radiophoniques réalisées ont abordé les sujets liés à la participation des jeunes et des femmes dans les initiatives de paix et développement des milieux ruraux
Produit 3.2.3 : Les acteurs de sécurité améliorent leurs contributions aux mécanismes locaux d'éveils et d'alerte précoce (Early warning)
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? La coordination de la protection civile mise sur la participation des hommes et de femmes dans la gestion des alertes précoces. Des femmes et jeunes filles ont été ciblées pour intégrer la composition des observateurs Communautaires et volontaires de la protection civile
Produit 3.2.4 : Des plans locaux de sécurité sont opérationnels
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Les CLSP ont fait participer les jeunes et femmes dans la mise en œuvre des mini-projets de sécurité de proximité. Les besoins des femmes ont été pris en compte dans le processus d'élaboration des Plans Locaux de Paix de Proximité (PLPP).

2.3 Défis et mesures de mitigation

2.3.1 Défis principaux rencontrés

- **Décrivez les principaux défis vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport (1/2 page max)**

Pendant la période couverte par ce rapport, le projet a rencontré différents défis liés principalement à :

- La recrudescence de l'insécurité et l'impraticabilité sur certains axes du projet suite à la présence ou attaques régulières des ADF (ex. la chefferie de watalinga). Certains axes qui étaient auparavant relativement mieux sécurisés (ex. axe Kasindi) ont été aussi affectés, au cours de ce semestre, par des embuscades tendues par les groupes armés mai-mai et présumé ADF. Ceci a perturbé la mise en œuvre des activités du projet qui étaient planifiées dans cette zone. Aujourd'hui, 70% du territoire de Beni est en insécurité grandissante, ne permettant pas aux équipes du projet de s'é mouvoir facilement ;
- En Mars 2020, le projet avait connu la suspension momentanée de toutes les activités de masse suite à l'annonce des mesures d'urgence sanitaire (Covid-19). Quelques-unes avaient repris à partir du mois de Mai 2020 en mettant en place des mesures de mitigation des risques tels que le port des masques, la distanciation sociale pendant les activités, le lavage des mains, la réduction de nombre de participants de sorte à ne pas dépasser 20 personnes. Cette gymnastique requiert une mobilisation additionnelle en termes de temps, énergie et moyen financier.

2.3.2 Défis et mesures de mitigation

Défis	Mesures de mitigation
<p>Décrivez un défi vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>La recrudescence de l'insécurité et l'impraticabilité dans certains axes du projet</p>	<p>Décrivez la/les mesure(s) de mitigation entreprise(nt) pour faire face à ces défis cours de la période couverte par ce rapport</p> <p>Le monitoring de la situation sécuritaire à travers UNDSS et auprès des leaders locaux a été un élément important pour l'équipe du projet et a permis de s'imprégner régulièrement de la situation avant de s'engager sur terrain. En plus, la stratégie de partenariat avec les structures de base et leur capacitation ont permis de surmonter cette difficulté et à réaliser certaines activités sans la présence de l'équipe du projet.</p>
<p>La suspension momentanée de toutes les activités de masse suite à l'annonce des mesures d'urgence sanitaire (Covid-19)</p>	<p>Les activités ont été réalisées en mettant en place des mesures de mitigation tel que le port des masques, la distanciation sociale, le lavage des mains, utilisation du Gel et la réduction de nombre de participants (20 personnes par séance jusqu'à l'atteinte de la cible).</p>
<p>La restriction des voyages vers Kinshasa suite au Covid-19 a été un réel blocage qui a empêché le projet de mener plusieurs actions de plaidoyer au niveau central.</p>	<p>Les contacts ont été réalisés avec certains décideurs à distance par téléphone et des réunions par vidéo conférence.</p>
<p>La Pandémie du COVID-19 (fermeture de la frontière ougandaise) a impacté sur la fluctuation du taux de change, augmentation des prix de matériaux de construction, rareté des matériaux et carence des dollars dans les banques locales pour les constructions des ouvrages à base</p>	<p>Il a été demandé aux prestataires de faire une analyse des prix en termes d'évaluation du marché et avoir une compréhension commune sur les matériaux qui ont subi la hausse des prix et réaliser les stocks pour faire face à des éventuelles hausses et pénuries.</p>

communautaire et des travaux des mini-projets de paix.	
Fréquente mobilité/déplacement de nos bénéficiaires suite aux attaques ADF dans certains sites du projet (ex. villages Kamango et Kilya)	Bien que cela a mobilisé plus d'énergie, de temps et le moyen financier, les activités et formations ont été organisées progressivement par étape et par groupe selon que les bénéficiaires retournaient dans leur village
Insécurité et inaccessibilité de certains bénéficiaires dans leurs champs	Adoption des activités maraichères et de petit élevage dans les agglomérations tout autour des maisons pour éviter le kidnapping dans les champs éloignés du village.
Perturbation climatique observée selon différents microclimats de la zone du projet	Des formations ont été organisées en faveur des agriculteurs pour leur permettre de maîtriser les techniques améliorées pour y faire face.

2.3.3 Actions correctrices face au retard de mise en œuvre (le cas échéants)

Décrivez comment le projet a l'intention de poursuivre les activités comme prévu dans le plan de travail et remédie à d'éventuels retards ou lacunes budgétaires.

Pour corriger les retards connus dans la mise en œuvre, le projet a commencé par solliciter une extension sans coût pour une période de 6 mois (De juillet à Décembre 2020) afin de poursuivre et parachever les activités restantes.

La demande d'extension sollicitée a été accordée et ensuite le projet a tenu une série des réunions de mise au point, d'adaptation pour une nouvelle planification des activités et du budget avec les membres du consortium, les autorités provinciales, SSU et le STAREC. Et aussi, pour permettre de remédier à d'éventuels retards, le projet s'est convenu avec les autorités locales, en dépit du Covid-19, de poursuivre les activités tout en respectant les gestes barrières et autres mesures sanitaires.

Partie 3 - Éléments contextuels et transversaux

3.1 Contexte et engagement politique

3.1.1 Contexte

Synthétiser tout changement dans le contexte affectant la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs du projet (1/2 page maximum)

Depuis le lancement des opérations militaires contre les ADF, l'insécurité est devenue grandissante avec plus de 721 civiles massacrés et une centaine des personnes Kidnappées. Cette situation a entraîné un déplacement massif de la population dans certaines zones du projet notamment dans la chefferie de watalinga. Les populations de cette zone s'étaient déplacées, pendant plus de 2 mois, de Kamango (zone du projet) vers Nobili (Centre commercial de la chefferie). Cela a conduit à la suspension momentanée de certaines activités dans cette partie du territoire.

La situation sécurité s'est améliorée depuis la fin du mois d'avril 2020 et il s'est observé un retour progressif des autorités locales et de la population.

Aussi, la pandémie du Covid-19 a affecté la mise en œuvre du projet. La rareté des matériaux de construction et des billets de banques (dollar américain) dans des banques locales a ralenti les travaux de construction des mini-projets de paix et des infrastructures Communautaires.

La fermeture des frontières entre la RDC et l'Ouganda imposée par la pandémie du Covid-19 a accentué les problèmes d'accessibilité vers la chefferie de Watalinga. La route de transit par l'Ouganda était restée le seul axe sécurisé qui permettrait à l'équipe du projet d'atteindre Watalinga par route. Cette situation a perturbé considérablement la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs du projet. D'où, certaines activités ont été réorientées dans les zones restées accessibles sur le plan physique et sécuritaire. Hormis la situation sécuritaire restée précaire, la pandémie de Covid-19 a donc amplifié la complexité d'accès et d'intervention dans la chefferie Watalinga.

3.1.2 Engagement politique

Décrivez tout engagement auprès du gouvernement de la RDC ainsi qu'auprès d'acteurs non gouvernementaux entrepris afin que le projet soit un succès durable (1/2 page maximum)

Pour les activités de la composante « Mines », le projet avait entrepris des correspondances et séances de travail à l'issue desquels, le Ministère provincial des Mines a rassuré de son accompagnement technique et politique pour la mise en œuvre et la pérennisation des acquis du projet. Avec cet engagement, le projet a facilité la mise en place d'un comité local de suivi des activités minières en territoire de Beni, une structure étatique d'appui à la bonne gouvernance du secteur minier, la consolidation de la paix et à la stabilisation.

Le projet, à travers sa composante dialogue démocratique, s'est engagé à redynamiser et renforcer les capacités des structures communautaires notamment les GDP et CLPD. Ces structures, avec l'appui des autorités locales, sont bien outillées pour contribuer à garantir la mise en œuvre des actions de cohésion sociale et de développement local dans les zones du projet.

Toujours dans le même cadre, le projet s'est engagé auprès des communautés et autorités locales de mettre à leur disposition des infrastructures de base viable notamment des écoles, le bâtiment administratif de la mairie de Beni, les paillotes de paix, les hangars du marché, la route de desserte agricole, des sources d'eau potable, des espaces de jeux pour les jeunes et d'autres ouvrages d'intérêts communautaires.

Grâce aux plaidoyers menés par le projet auprès de la MONUSCO Beni, les FARDC et PNC ont été appuyés pour garantir la sécurité dans certains sites du projet et toujours dans le même cadre, la MONUSCO a s'est engagé à installer dans les jours avenir la FIB pour sécuriser le village de Kilya qui est une des zones du projet.

Pour pérenniser les interventions de la composante foncière, un accord de coopération a été signé avec le Ministère Provincial des Affaires Foncières. Ceci a permis, entre autres, au Ministère de mobiliser les

autorités locales dans le suivi du processus de la mise en place du SIF moderne. Le projet a également doté l'administration foncière des équipements techniques et aussi a réhabilité le bâtiment pour abriter les données numériques des propriétés foncières en Territoire de Beni. Une coordination d'acteurs fonciers a été mise en place par le projet pour améliorer la collaboration et la cohabitation entre l'Administration Foncière et les autres acteurs de gestion de la terre (chefs coutumiers, peuples autochtones, CLPD, chefs des ETD, etc.). Cette coordination a également l'objectif d'assurer la résolution des conflits fonciers par voie de médiation ainsi que vulgariser la loi foncière par le biais des émissions radios et des sensibilisations de masse.

A travers son pilier de la restauration de l'autorité de l'état, le projet s'est engagé à faciliter la collaboration entre les groupes de pression des jeunes et les autorités locales en les accompagnant dans le processus de leur formalisation pour obtenir des documents de légalisations.

Aussi, grâce aux activités de rapprochement organisées par le projet, il a été observé une collaboration entre les autorités locales, les services de sécurité et les tenanciers des maisons de tolérance. Les autorités locales témoignent collaborer avec les services Étatiques pour dénoncer les clients suspects. Le projet a également facilité, en collaboration avec les jeunes et autorités locales, la création d'une brigade contre la justice populaire pour des alertes précoces et pour réduire ce phénomène.

3.2. Coordination avec les autres interventions de stabilisation

Effort de coordination	Partenaire de la stabilisation
<p>En quelques lignes décrivez vos efforts de coordination avec les autres partenaires de la stabilisation (agences du gouvernement, système des Nations Unies, ONG internationales et locales, Secrétariat Technique ISSSS inclus) lors de la mise en œuvre de votre projet.</p> <p>Les efforts de coordination ont été entrepris avec les autres partenaires de la stabilisation. A travers, les réunions de coordination humanitaire organisées par OCHA, le projet partage avec la communauté humanitaire de Beni, les réalisations ainsi que les activités à mettre en œuvre dans la zone pour éviter les duplications. Le projet participe également dans différents clusters sectoriels pour échanger sur les interventions des uns et des autres (cluster sécurité alimentaire, cluster protection, ...)</p> <p>Le projet a également partagé avec la même communauté humanitaire les résultats de dialogues démocratiques afin de leur permettre, d'une part, de comprendre les dynamiques des conflits dans les zones où ils interviennent et d'autre part, de se positionner et orienter leurs actions en fonction des priorités qui sont soulevées dans les séances de dialogues.</p> <p>Aussi, le projet partage les informations sur les incidents de violation des droits de propriété (fonciers) des communautés et renseigne sur la typologie des conflits fonciers dans les zones cibles du projet.</p>	<p>Ocha/Communauté humanitaire de Beni</p>
<p>Le Gouvernement provincial à travers son Ministère du Plan a demandé au projet de coordonner les actions avec le PNUD qui met aussi en œuvre un projet de stabilisation dans la chefferie de watalinga. Après harmonisation, il a été demandé au projet de sursoir le processus de révision et actualisation du PLPD ainsi que l'appui au CLPD de cette entité. L'autorité a indiqué le positionnement du PNUD, qui était déjà très avancé, pour apporter l'appui envisagé pour cette ETD. Ceci nous a permis d'éviter la duplication.</p>	<p>PNUD / Renforcer le leadership des jeunes et des femmes / KOICA/COREEN</p>
<p>Dans sa composante Mines, le projet a entrepris des réunions d'harmonisation, sous le lead du Ministère des Mines, avec l'ONG PACT qui compte démarrer un projet dans les sites miniers identifiés par le projet. Cette collaboration a permis de coordonner nos actions afin d'éviter les duplications dans la même zone. Aussi, une réunion d'harmonisation a été organisée sous le lead de l'OIM avec SMSV-PACT sur les modalités pratiques de coordination des activités de reportage et suivi des incidents sécuritaires dans les sites miniers.</p>	<p>PACT/SMSV/USAID</p>

<p>Le projet a participé aux différentes réunions et ateliers organisés par le STAREC, SSU, les Ministères provinciaux du Plan, de Mines, des Affaires foncières, ... Aussi, le STAREC et SSU ont été approchés pour participer dans plusieurs activités du projet (visites de terrain, séance de dialogue, ateliers, projection cinéma mobile, etc...).</p> <p>Enfin, toujours dans le cadre de coordination, le projet a été invité par le STAREC a présenté le progrès des activités, à l'intention du Gouverneur et les Ministres provinciaux, lors de l'atelier d'information tenu sur la mise en œuvre du programme de stabilisation.</p>	<p>STAREC, SSU et Ministères provinciaux</p>
---	--

3.3. Renforcement de capacité des acteurs nationaux et locaux

<p>Avez-vous effectué un renforcement des capacités (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc.) des partenaires nationaux et locaux (gouvernementaux et non gouvernementaux) non prévu dans votre programmation ?</p> <p>Non.</p>
<p>Avez-vous identifié des besoins de renforcement des capacités nationaux et locaux (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) de partenaires (gouvernementaux et non gouvernementaux) ?</p> <p>Oui, comparativement à d'autres territoires du Nord-Kivu, Beni n'a jamais connu de projet d'appui à la bonne gouvernance du secteur minier d'où, les séances supplémentaires de renforcement de capacités des acteurs restent un besoin. De manière globale, ce besoin a été exprimé par les parties prenantes lors de la mise en place du CLS-Beni.</p> <p>Aussi, les animateurs des ETD, des CLPD et ceux des CLSP ont besoin d'être renforcés en capacités sur la gestion des projets communautaires de paix, sécurité et développement et aussi en planification, suivi-évaluation des projets.</p>

3.4 Intégration de l'approche genre dans le projet

<p>Dans quelle mesure l'approche genre a été mise en œuvre dans votre projet ? Comment votre projet a contribué à l'égalité entre les femmes et les hommes et à l'agenda Femmes, Paix et Sécurité ? (1/2 page max)</p> <p>L'implication des hommes comme des femmes a été effective dans la mise en œuvre du projet. Dans sa composante dialogue démocratique, le projet a évalué à 50% la participation des femmes. En plus, les femmes et les jeunes étant victimes de massacres, des atrocités et viols dans les champs, ils ont été impliqués comme les hommes dans l'élaboration des plans de plaidoyer de manière inclusive en tenant compte de leurs désidérata.</p> <p>A travers son pilier de la restauration de l'autorité de l'état, le projet a particulièrement ciblé et invité les femmes à participer aux émissions radios et à la table ronde radiophonique pour s'exprimer. Il faut noter cependant que l'engagement des femmes dans les activités tant qu'actrices de paix reste encore un défi étant donné qu'elles sont emportées par une emprise culturelle qui pèse énormément sur elles. Mais, grâce à la contribution du projet, elles commencent à prendre conscience des défis sécuritaires et à participer aux réunions sécuritaires initiées par les membres des GDP et commencent à dénoncer les acteurs des violences locaux plutôt que de les protéger. Les femmes membres des CLPD font aussi parler d'elles-mêmes en soulevant des besoins oubliés par les hommes vus qu'ils en sont moins victimes que les femmes.</p> <p>La participation des femmes dans les activités de relance économiques a atteint 66,4%. Cela se justifie par le fait que les femmes sont majoritairement membres des associations agro-pastorales, des AGR et dans les activités de formation professionnelle.</p> <p>Le projet a contribué, à travers des AVEC, au changement de rôle social qui donne aux femmes un accès facile au crédit comme aux hommes. Elles sont devenues gérantes de leur production et décident maintenant de l'affectation de fonds. Elles réalisent des projets qui jadis étaient le seul apanage des hommes (constructions des maisons, achats de champs, etc.).</p> <p>Le projet a contribué au leadership féminin, à travers les structures de base mise en place par le projet notamment les GDP (30%), les comités de gestion des associations agro-pastorales (53%), les comités locaux de paix et développement (33%) et les comités locaux de suivi des projets communautaires (31%).</p>
--

Le projet a réussi à atteindre un seuil minimal de 30% de représentation des femmes, comme décideurs, au sein des structures de base grâce à sa stratégie Genre vulgarisée lors de la mise en œuvre des activités.

3.5 Leçons apprises

- **Veillez décrire les principales leçons apprises lors de la période de rapportage. (1/2 page max)**
- L'implication des autorités territoriales et provinciales dans le processus de mise en place du comité local de suivi des activités minières en territoire de Beni, avait prouvé l'intérêt que ces autorités portent pour contribuer à la gouvernance minière et à la stabilisation du territoire de BENI. En plus, la présence de la délégation du Ministère des Mines pour l'installation de ce comité est un fait marquant la légitimité et l'appropriation de dudit comité si bien qu'après le projet EPB, le CLS puisse continuer à fonctionner ;
- L'implication des jeunes dans l'approche de Dialogue Démocratique est un moyen efficace pour la résolution pacifique des conflits au sein d'une communauté. En outre, la démarche entreprise pour réconcilier les deux structures des jeunes de watalinga consacre la recherche de la vérité, de la justice et du pardon entre les groupes en conflit comme méthodologie efficace pour obtenir la réconciliation entre communautés.
- Il a été constaté que les initiatives des projets à base communautaire (projet de source d'eau, marché, paillotes de paix, ...) atténuent les tensions/violences dans les communautés au profit de la cohésion sociale ;
- Une sensibilisation efficace des jeunes a permis l'implication effective de ces derniers et leurs acceptation sociale au processus de numérisation foncière auquel des résistances et réticences étaient affichés au début ;
- Face aux problèmes d'accès limités à la terre, surtout pour les femmes, il a été remarqué que des mécanismes locaux de redevance ont été un meilleur moyen pour pallier ce problème ;
- Il a été noté que les chaînes de valeur des filières maïs, le riz, le haricot et choux associées aux techniques respectant l'environnement contribuent efficacement à l'amélioration du revenu des ménages de par leur production en quantité et en qualité ;
- Il a été noté que les jeunes filles peuvent bien s'adapter à certains métiers considérés comme exclusivement masculins (la menuiserie, la coiffure homme, ...). Elles se sont distinguées et sont fières de ces métiers. Cet aspect constitue un encouragement pour les autres jeunes filles de la communauté ;
- Dans le cadre de la spéculation piscicole, il a été remarqué que les espèces améliorées du Tilapia et Clarias sont très favorables dans les zones du projet par rapport à d'autres espèces et donnent de productions très intéressantes avec un revenu considérable ;
- Contrairement à ce que les hommes pensent, les femmes sont aussi des influenceurs considérables dans la zone de Beni. Le projet a identifié des femmes très engagées, motivées et déterminées à travailler aux côtés des hommes pour le bien-être de leurs communautés. Elles sont très actives dans les mouvements associatifs et savent faire entendre leur voix. Quand elles prennent la parole dans des assemblées où les hommes dominent, ces derniers restent attentifs et dans la plupart des cas la majorité d'homme adhère à leur position.

3.6 Etudes réalisées

- **Veillez indiquer tout études réalisées au cours de la période de mise en œuvre et les joindre en annexe**
Rien à signaler.

3.7 Révisions de projet

Indiquer toute modification importante dans les stratégies, les objectifs ou les résultats du projet qui ont eu lieu au cours de la période de rapportage. (1/2 page maximum)

Au regard des différents défis rencontrés au cours de la période de rapportage (Ebola, insécurité, manifestations récurrentes et le Covid-19), certaines activités prévues n'ont pas été réalisées et le budget y relatif n'a pas été dépensé. Cet état de chose a poussé le projet à solliciter une extension sans coûts.

Aussi, à l'issue des discussions avec le STAREC et SSU, il a été demandé au projet d'examiner les priorités recommandées par le Gouvernement provincial pour en tenir compte pendant la période d'extension. Il s'agit notamment de la cartographie des groupes armés des territoires de Beni et Lubero ainsi que de la construction du bâtiment administratif de la mairie de Beni.

S'agissant de la cartographie des groupes armés, il a été recommandé au projet de mener une analyse visant à mettre en place une cartographie qui guiderait le gouvernement provincial du Nord Kivu à se faire une idée sur la dynamique des groupes armés et lui renseigner sur les étapes à suivre pour une paix durable. Tandis que pour la construction de la mairie de Beni, l'autorité provinciale a indiqué que cette dernière a été détruite lors des manifestations populaires de Novembre 2019 et qu'elle constituait un besoin pour la stabilisation de la zone. Notons que le budget a été revu selon que certaines lignes ont été réaffectations pour les activités priorisées citées ci-haut.

3.8 Illustration narrative spécifique (optionnelle)

Partagez vos illustrations narratives spécifique qui peuvent être inclut dans le système de rapportage et de communication du FCS/MPTF. Cela n'est pas limité aux histoires de succès de votre projet, peut inclure une expérience humaine d'un bénéficiaire, des leçons apprises basées sur des expériences qui n'ont pas fonctionnées lors de la mise en œuvre du projet, etc. Le but est de mettre en évidence un exemple concret qui a joué un rôle important dans votre projet pendant la période considérée. L'inclusion des pièces justificatives et illustratrice, y compris des photos avec des légendes, témoignages de bénéficiaires, des informations plus détaillées, etc., est fortement encouragée.

- **Une approche communautaire réussie pour la sélection des projets communautaires :** Cette stratégie de stabilisation offre aux communautés bénéficiaires la possibilité de choisir eux-mêmes



Président CLPD Bingo/Beni Mbau

les projets à implémenter selon leur besoin.

Témoignage de monsieur Alain VAYUNDA (bénéficiaire): Il est le président du Comité Local de Développement de la localité de Batangi-Bingo, en groupement Batangi-Mbau, secteur Beni-Mbau. Dans le cadre du projet, il a été identifié comme membre du GDP Bingo, si bien qu'il a pris part à tout le processus d'identification et de sélection du projet communautaire. Il se félicite d'avoir participé à cette approche communautaire qui a été menée en faveur de la population de son entité et trouve que l'approche utilisée a été appropriée et novatrice, en ce sens que, de par son expérience, d'autres organisations partenaires au développement qui sont intervenues dans leur entité ne prenaient pas le soin d'associer davantage la communauté au choix des projets communautaires. Il affirme : « nous sommes confiants au projet ENSEMBLE POUR BENI pour avoir impliqué la communauté locale dans le choix du projet communautaire.

Cette approche a permis de répondre au besoin réellement ressenti, d'autant plus que ce tronçon routier de desserte agricole qui sera aménagé est d'une importance capitale dans notre milieu. Personnellement, je suis convaincu que la communauté locale apportera sa contribution pour la réussite de ce projet qu'elle a elle-même choisi à travers les rencontres consultatives ». Il renchérit en indiquant que les avis de la communauté ont été pris en compte durant tout ce processus et suggère aux autres organisations de suivre l'exemple pour répondre aux attentes des communautés bénéficiaires, sans les imposer des projets conçus en avance.

- **Le rapprochement entre population civile et les autorités Etatiques locales est un ingrédient indispensable à la restauration de l'autorité de l'état**



Madame Tambwe en plein travail communautaire avec les forces de l'ordre

1. Témoignage de Madame TAMBWE NYAMISI ESTHER (exploitante d'un bistro à Bulongo).

Elle déclare : « Nous avons souvent envie de dénoncer plusieurs personnes suspectes (voleurs, inconnues, etc.) qui arrivent dans nos bistros. Mais étant donné que les agents de sécurité (ANR, FARDC et PNC) nous ont toujours menacés, cela avait créé en nous la crainte ou peur de les approcher. Cette activité du projet vient de nous rapprocher, et elle vient de créer en moi une confiance envers nos autorités et agents de

sécurité. Que nos autorités et forces de sécurité aient l'habitude de faire ces genres d'activité.

2. Témoignage du Commandant de la PNC Oicha déclare :



Commandant PNC en plein activité de rapprochement

« Nos relations ont depuis plusieurs années été caractérisées par des préjugés et des stéréotypes qui ont créé un manque de confiance entre population et ceux qui sont responsable de la couverture sécuritaire. C'est à travers les activités de rapprochement mise en œuvre par le projet EPB que nous commençons à mieux nous regarder en face pour échanger et gérer de manière pacifique nos différents.

- **Amélioration de revenu d'un bénéficiaire dans le cadre de la composante Agricole et l'AVEC**



Octroi de crédit à Madame Mbambu

Témoignage de madame MBAMBU KILUBA : Membre de l'association agricole KALEMI et bénéficiaire, originaire du village BINGO, Madame Mambu déclare avoir gagné un revenu d'environ 1.200.000 FC (soit 600 USD) à partir de la vente des produits de récolte dont les semences lui avaient été distribuées par le projet.

Mère de 5 enfants, elle compte poursuivre les activités champêtres avec les semences conservées par elle-même à partir de sa production. Elle projette grâce à son revenu de finaliser les travaux de construction de sa petite maison et subvenir aux besoins de son ménage. Veuve de son état, elle dit parvenir à bien nourrir ses enfants grâce à l'appui du projet. Elle parvient également à réaliser des épargnes et accéder au crédit dans l'AVEC où elle est membre. L'histoire de cette femme constitue également une parfaite illustration de la prise en compte du genre, de l'autonomisation de la femme mais aussi du changement du rôle social, dans la mesure où l'homme seul n'a plus le monopole de projeter pour construire une maison.

- **Appui à l'installation du comité de suivi des activités minières à #Beni :**

<https://twitter.com/IOMinDRC/status/1230850355212292096>

- **Lancement des travaux de construction des ouvrages communautaires :**

<https://drcongo.iom.int/pbn/lancement-de-quatre-projets-communautaires-pour-favoriser-la-cohesion-sociale-beni>

Partie 4 - Evaluation des éléments du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS.

4.1 Evaluation des éléments du rapport par le Secrétariat Technique ISSSS

Mise en œuvre du plan de travail et budget				
	3	2	1	N/A
Mise en œuvre du plan de travail et du budget				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre à temps ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre dans les limites du budget prévu ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les défis ont-ils été activement gérés ?				
<i>Commentaire :</i>				
Progression vers les résultats attendus				
	3	2	1	N/A
Progrès vers l'atteinte des résultats attendus				
Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils en voie d'être atteints ?				
<i>Commentaire :</i>				
Qualité du rapport narratif et annexes obligatoires				
	3	2	1	N/A
Qualité du rapport narratif				
Dans quelle mesure les éléments de ces rapports sont-ils clairement expliqués ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure la budgétisation sensible au genre est-elle respectée ?				
<i>Commentaire :</i>				
TOTAL				

4.2 Commentaire générale du Secrétariat Technique ISSSS

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS (STAREC et UAS).

Partie 5 - ANNEXES

- **Budget actualisé**

Le budget du projet avec deux onglets doit être joint en annexe pour compléter cette partie du rapport. Le premier onglet reprend le budget détaillé de l'ensemble du projet avec deux colonnes supplémentaires ; La première colonne supplémentaire montre la dépense réelle, et la deuxième colonne supplémentaire fournit le pourcentage de la dépense selon le budget prévu. Dans la colonne narrative du budget détaillé, le partenaire fournira des explications seulement au niveau des résultats, pour expliquer la variation entre les dépenses réelles et les dépenses prévues.

- **Plan de travail actualisé**

- **Cadre logique actualisé (merci de faire référer au modèle ci-dessous)**

